Initiatives ministérielles

de voter contre la taxe sur les produits et services comme leurs électeurs leur demandent.

Il faudrait que mon collègue d'Alberta remue ciel et terre avant de trouver des gens dans cette province qui appuient cette taxe sur les produits et services. Les simples députés conservateurs sont tous les personnes honnêtes, mais quelque chose se produit quand ils se rassemblent ici. Ils perdent la raison et n'ont plus de compassion, de bienveillance ou de générosité. Ils écoutent le ministre des Finances de Bay Street, où tout le monde se débrouille bien. Ils ont des revenus élevés, les lobbyistes aussi, et le ministre est entouré de fonctionnaires dont les revenus dépassent 100 000 \$ par an. Ils sont tous à l'aise. Tout le monde travaille. Leurs conjoints réussissent tous bien. Le ministre des Finances ne sort jamais pour rencontrer des gens ordinaires. J'ignore s'il en connaît d'ailleurs.

Toutefois, je voudrais parler à mon honorable ami de l'Alberta d'une expérience que j'ai vécue il y a deux semaines à peine. J'ai remonté la rivière Thompson-Nord et me suis arrêté devant un ranch. J'ai été étonné de voir un écriteau «À vendre» à l'entrée. J'ai peut-être passé là un des plus tristes après-midi de ma vie. Ce ranch était bien connu dans la région, car il appartenait à la même famille depuis trois générations. Cette famille avait réussi à faire de l'élevage du bétail dans une région plutôt inhospitalière.

• (1810)

Je me suis rendu jusqu'au ranch, j'ai frappé à la porte et on m'a invité à entrer. J'ai vu des visages parmi les plus tristes que j'aie jamais vus. Il y avait la mère et le père qui travaillaient probablement 18 heures par jour, sept jours par semaine, pour essayer de joindre les deux bouts. Ils avaient trois enfants, un adolescent et deux petits d'environ huit et dix ans. Ceux-ci travaillent après l'école. Ils travailleraient toutes les fins de semaine, mois après mois, pour essayer de sauver leur petite exploitation.

Ils m'ont dit qu'à cause des taux d'intérêt élevés du gouvernement, ils devaient payer des taux de 15 et de 16 p. 100. Ils m'ont déclaré: «Nelson, on ne peut faire marcher une exploitation agricole avec des taux d'intérêt de 14, 15, 16 p. 100 ou plus.» Comme le dit mon collègue, on ne peut rien faire marcher avec de tels taux.

Et pourtant, les taux ne cessent de grimper. La semaine dernière, le taux d'escompte atteignait son niveau le plus élevé depuis 1982. Mes collègues conservateurs devraient se rappeler ce qui se passait ici en 1981 et 1982. Ils étaient montés sur leurs grands chevaux. Une affection grave doit sûrement ronger le cerveau des députés conservateurs lorsqu'ils accèdent au pouvoir, parce que je

me souviens de les avoir entendus jour après jour tempêter et fulminer contre Allan MacEachen et Marc Lalonde, les traiter de tous les noms parce que les taux avaient grimpé à 10 p. 100, puis 11, 12 et 13 p. 100. Pourtant, aujourd'hui, les taux sont encore plus élevés.

Qu'ont à dire les députés conservateurs? Rien, absolument rien, si ce n'est qu'ils appuient la politique des taux d'intérêt élevés qui acculent ces propriétaires de ranch à la faillite, leur faisant perdre non seulement ce qu'ils y ont investi, mais aussi tout ce que leurs grands-parents ont consacré à cette exploitation. C'est le travail de trois générations qu'ils perdent à cause de la politique des taux d'intérêts élevés du gouvernement. Nous vivons des jours biens tristes.

Nous nous sommes rendus à pied jusqu'à la barrière du ranch. J'avais devant moi un homme solide qui, vers la fin de notre entretien, avait la larme à l'oeil à cause de ce qu'il devait faire. Même s'il avait travaillé littéralement jour et nuit depuis des mois, il ne pouvait plus subvenir aux besoins de sa famille, non pas faute de connaissances en gestion ou d'ardeur au travail, mais bien à cause de la politique des taux d'intérêt élevés du gouvernement.

Et les conservateurs en face de dire: «Ne sommes-nous pas merveilleux?» À mon avis, il n'y a pas un seul conservateur qui se fera élire la prochaine fois dans les Prairies. Les agriculteurs abandonnent les Prairies. Des centaines et des centaines de fermes sont à vendre ou font faillite. Les gens affirment: «Nous ne faisons pas faillite, nous abandonnons tout simplement. Nous ne pouvons plus acquitter nos dettes.» Qu'est-ce que le gouvernement nous offre pour remédier à la situation? C'en est ridicule: il offre un programme d'aide aux agriculteurs qui quittent la ferme, c'est tout. Pas un moratoire sur la dette. Non, rien de tel. Aucun effort sérieux pour restructurer la dette, mais un programme pour quitter l'agriculture et livrer l'exploitation à la grande entreprise agricole. Tel est maintenant l'objectif. Cela marque l'abandon de l'exploitation familiale agricole ou d'élevage au Canada. La situation est très grave.

Vendredi il y a deux semaines, mon honorable collègue, la députée de Mission—Coquitlam, a saisi la Chambre d'une mesure d'initiative parlementaire en faveur d'une déclaration des droits de l'enfant. Au cours des dernières semaines, elle a monté avec d'autres un dossier très bien étoffé révélant que beaucoup d'indices dans notre pays permettent de croire que les gens ne respectent peut-être pas les enfants. Nous venons de le constater aujourd'hui dans les nouvelles: une famille est expulsée d'un logement parce qu'on était incommodé par les pleurs d'un enfant.